

LE NATIONALISME «CIVIQUE» ET «ETHNIQUE» REVISITÉ

LA CONCEPTUALISATION DE L'ÉTAT, DE LA NATION
ET DU CITOYEN DANS L'EX-UNION SOVIÉTIQUE

PAR

JONATHAN WHEATLEY (*)

Les débats sur le nationalisme et l'identité nationale se heurtent souvent à cette question essentielle : comment définir les termes de «nation» et de «nationalisme»? Récemment, les recherches sur les nations et le nationalisme ont eu tendance à éviter les définitions trop générales et ont souligné la nature multiple des «nations» et des «nationalismes», en utilisant ces termes au pluriel. La plupart des chercheurs en nations et en nationalismes les considèrent comme des phénomènes fondamentalement modernes et les associent à des notions de souveraineté populaire et de loyauté envers une communauté plus large, qui transcende les loyautés plus anciennes envers la classe et la propriété; cependant, ils soulignent également la nécessité de comprendre chaque nationalisme individuel séparément, au vu des circonstances historiques qui les ont créés : certaines sont conditionnées par les changements mondiaux, tels que la modernisation (1) ou le développement du capitalisme de l'imprimerie (2), d'autres sont propres au contexte historique, géographique et socio-économique de la naissance de la nouvelle «nation».

Ce besoin de comprendre la nature plurielle du nationalisme a poussé les chercheurs à classer, à travers de nombreuses tentatives, les nations et les nationalismes, habituellement en prenant pour point de référence le contexte de «construction» de la nation. Plus particulièrement, plusieurs distinctions binaires ont été établies entre les formes de nationalisme «civiques» et «ethniques», libérales et non libérales, volontaristes et organiques. En général, toutes ces distinctions visent à différencier les variétés occidentales de nationalisme qui se sont développées en Angleterre, en France et aux Etats-Unis et qui mettent en avant un individualisme libéral, la loyauté envers des valeurs et des institutions communes et les nationalismes qui se sont développés – ultérieurement, en général – dans d'autres

(*) Chercheur associé au European Centre for Minority Issues (ECMI, Flensburg, Allemagne).

(1) Ernest GELLNER, *Nations and Nationalism*, Blackwell, Oxford, 1983.

(2) Benedict ANDERSON, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso, Londres, 1983.

parties du monde – plus particulièrement en Europe centrale et orientale – et qui privilégient la loyauté envers un groupe défini en termes de caractéristiques supposées communes, fondées sur la langue, la religion, la culture et/ou une même ascendance.

La distinction entre les conceptualisations «ethnique» et «civique» de la nation, aussi imparfaite soit-elle, est très pertinente pour les recherches sur le traitement des minorités nationales dans les États multi-ethniques. Ici, la question cruciale est de déterminer si les membres de minorités nationales reçoivent le statut de citoyens *de jure* et sont acceptés comme des citoyens de l'État *de facto*. En termes généraux, la conséquence logique d'une conception «ethnique» du rattachement à une nation est que la citoyenneté dépendrait, *de jure* ou *de facto*, de l'appartenance à un groupe spécifique défini – par quelque critère que ce soit – comme une nationalité ou un groupe ethnique, tandis qu'aucune de ces restrictions ne s'appliquerait si la nation est définie en termes «civiques».

Ici, nous pouvons recadrer la notion de nationalisme «civique» ou «ethnique», grâce à la question concrète suivante : la citoyenneté, partielle ou entière, *de jure* ou *de facto*, est-elle restreinte selon la nationalité – selon l'acceptation générale de ce terme dans le territoire de l'État –, au-delà du temps de résidence dans le pays ? Ainsi, à partir de deux questions fondamentales, c'est-à-dire, la citoyenneté est-elle délimitée selon la nationalité et comment celle-ci est-elle conçue en termes de symboles nationaux, nous pouvons identifier trois modes principaux de traitement des minorités nationales par les États. Le premier est l'exclusion : les États ont recours à des critères ethniques pour la citoyenneté et les minorités nationales sont plus ou moins exclues de la vie publique. Le deuxième est l'assimilation : les membres des minorités nationales sont acceptés en tant que citoyens à part entière, mais on attend d'eux qu'ils acceptent un ensemble de symboles nationaux qui sont associés de près à la nationalité majoritaire. Le troisième et dernier mode est la citoyenneté partagée, où tous les citoyens, sans distinction de nationalité, participent à la vie publique et s'identifient aux symboles, valeurs et normes qui ne sont pas considérés comme «orientés» vers quelque groupe national. Ce dernier mode est un cadre qui garantit le respect des membres des minorités nationales en tant que citoyens à part entière de leur pays et assure que leur droit à une identité distincte, en tant que membres de leurs groupes nationaux, est protégé. Notons que la plupart des nationalismes «civiques» occidentaux ne seraient pas pleinement conformes à ce mode de «citoyenneté partagée».

Afin de «comprendre» toute nation donnée en ce qui concerne son degré d'inclusion et la nature des symboles qui la définissent, nous devons d'abord examiner la façon dont elle a été «imaginée» dans le temps et identifier les noyaux de concepts qui la sous-tendent et l'entou-

rent (3). Le traitement des minorités dans le cadre d'un Etat-nation dépend de trois concepts liés : l'Etat, la nation et le peuple. Les trois modes identifiés plus haut (l'exclusion, l'assimilation et la citoyenneté partagée) ne sont pas seulement définis par la conceptualisation de la nation, mais dépendent aussi beaucoup des conceptions du citoyen, de l'Etat et de leur relation. Etant donné que nous ne nous intéressons pas seulement à la citoyenneté *de jure*, c'est-à-dire à la possession de documents officiels tels qu'un passeport ou du droit de vote, mais aussi à la citoyenneté *de facto* en terme de pleine participation à la vie publique, nous devons également examiner l'évolution de la relation entre citoyen et Etat à travers le temps, ainsi que la mesure où les citoyens appartenant à la fois à la majorité et à la minorité ont effectivement détenu la souveraineté dans le cadre de l'Etat.

L'idée défendue ici est que le traitement de la diversité nationale à l'intérieur des frontières d'un Etat dépend des relations au sein de «la triade conceptuelle» Etat, citoyen et nation. Premièrement, l'attribution de l'identité nationale – ou son acceptation – à un individu dépend de la relation entre le citoyen et la nation : ici, les «symboles» de la nation auquel l'individu peut s'identifier revêtent une importance particulière (la langue, les aspects culturels, la religion et les «mythes nationaux»). Deuxièmement, le sens donné à la citoyenneté joue un rôle, c'est-à-dire la conceptualisation de la relation entre le citoyen et l'Etat. La relation entre le nationalisme et l'Etat est le dernier facteur : ici, la distinction que Rogers Brubaker établit entre les nationalismes «encadré par l'Etat» et «contre l'Etat» est particulièrement pertinente. Tous ces facteurs déterminent la «coloration» du nationalisme de la majorité, en particulier, la relation entre la majorité et les minorités nationales. Nous verrons ici comment ces facteurs ont conditionné l'évolution des nationalismes en URSS de manière générale, en Géorgie en particulier, ainsi que leur rapport au traitement des minorités nationales.

L'ETAT, LE CITOYEN ET LE NATIONALISME EN URSS

En revenant à la relation triangulaire entre la nation, l'Etat et le citoyen décrite au paragraphe précédent, nous pouvons procéder aux affirmations suivantes sur l'évolution de cette relation en URSS. Premièrement, l'Etat soviétique, loin de supprimer les frontières entre les groupes nationaux, les a en fait renforcées involontairement, en donnant à chaque «nation» ses propres territoires, administration et élite politique, langue officielle et

(3) Selon B. ANDERSON, la nation est semblable à «une communauté politique imaginée». De telles communautés sont imaginées «parce que même les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leurs concitoyens, ne les rencontreront ni n'entendront parler d'eux, cependant, dans l'esprit de chacun vit l'image de leur communion». Benedict ANDERSON, *op. cit.*, p. 15.

même sa propre histoire nationale officielle. De plus, la relation entre la nation et l'Etat était hautement complexe et changea avec le temps : alors que dans la plus grande partie de l'URSS les «nationalismes officiels» étaient très «encadrés par l'Etat», par la suite, quelques-uns prirent une dynamique singulière et devinrent parfois «contre l'Etat». En même temps, le nationalisme rival «encadré par l'Etat», qui cherchait à créer une «nation soviétique» ou un «peuple soviétique», terme préféré par les idéologues du Parti communiste, finit par échouer. Finalement, la relation entre les citoyens et l'Etat ressemblait plus à la relation entre des sujets et des dirigeants qu'à une relation fondée sur la participation et la souveraineté du peuple.

L'identité nationale à la période soviétique

Le concept du nationalisme selon Lénine s'inspirait fortement de l'œuvre de Marx et Engels, plus particulièrement le *Manifeste du Communisme* (1848). Pour Marx et Engels, le nationalisme était un phénomène temporaire, qui disparaîtrait progressivement une fois établie la dictature du prolétariat : «*déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus [...] Le Prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore*» (4). Cependant, Lénine comprit que, dans une grande partie de l'ancien empire russe, des «*pratiques féodales*» prévalaient encore et il crut donc que le passage de toute la nation par une phase «bourgeois-nationaliste» était une nécessité historique avant que «*l'utopie sans frontières*» puisse enfin s'accomplir.

Ainsi, dans les années précédant la Révolution d'Octobre de 1917, les nouveaux dirigeants révolutionnaires décidèrent qu'une sorte de structure de pouvoir fédéralisé devait être mise en place, bien que de façon temporaire, dans laquelle les «nations» pourraient être incorporées et dirigées. La vision de Lénine de la nation était également conditionnée par le romantisme allemand des XVIII^e et XIX^e siècles (5) et se fondait sur le postulat qu'une nation était en quelque sorte une entité primordiale, définissable objectivement et indépendante de la perception qu'en avaient ses membres. Selon ce concept «primordialiste» de la nation, les facteurs raciaux et linguistiques étaient les déterminants premiers de la nationalité, les facteurs culturels et religieux n'ayant qu'une importance secondaire – mais bien réelle. Confrontés à un territoire où les frontières nationales existantes étaient souvent mal définies ou non existantes et ne correspondaient pas à des divisions territoriales impériales en vigueur, Lénine se fixa la tâche de dessiner des frontières nationales et territoriales à partir de presque rien :

(4) Karl MARX / Frederik ENGELS, *The Communist Manifesto : a Modern Edition*, Verso, Londres / New York, 1998, p. 58.

(5) Johann Gottfried VON HERDER, *Reflections on the Philosophy of the Future of Mankind*, University of Chicago Press, Chicago, 1968.

ainsi, des ethnologues et des linguistes furent envoyés dans différentes parties de l'ancien empire afin de «découvrir» des nations.

Le fruit des efforts de Lénine fut l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS). Désireux d'apporter un cadre juridique à la relation entre les nouvelles républiques socialistes, le dirigeant avait confié à Staline une commission de préparation d'un traité d'union. La version finale du Traité d'union, qui fut signée le 30 décembre 1922, fit naître ce qui était, du moins sur le papier, une fédération relativement décentralisée : l'Union devait être gouvernée par son propre gouvernement fédéral, bien que chaque république suprême ou d'union à l'intérieur de l'Union, quatre à l'origine (la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et la Transcaucasie) possédât le droit formel à la sécession ; d'autres régions plus petites, considérées comme «appartenant» à une nationalité particulière, reçurent le statut de «région autonome» ou de «république autonome» dans une république unie donnée. Chaque république unie avait son propre drapeau, sa propre langue, sa propre structure administrative et sa propre culture «officielle». Les «régions autonomes» et les «républiques autonomes» avaient également la plupart de ces attributs, mais pas le droit à la sécession.

Dans les années suivantes, la structure fédérale de l'URSS connut des changements importants. En Asie centrale, le résultat des «découvertes» des ethnologues, ainsi que des pétitions des dirigeants locaux, fut la formation, en 1924-1925, de cinq républiques entièrement nouvelles : les républiques unies du Turkménistan et de l'Ouzbékistan, les républiques autonomes du Kazakhstan, du Kirghizstan et du Tadjikistan – qui devinrent par la suite des républiques unies. Puis, en 1937, la république fédérée socialiste soviétique transcaucasienne fut abolie et la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan devinrent des républiques unies, pleinement indépendantes les unes des autres – elles avaient brièvement joui d'une complète indépendance de 1918 à 1920, jusqu'à ce que l'Armée rouge en prit le contrôle. Finalement, pendant la Seconde Guerre mondiale, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie et la Bessarabie (Roumanie) furent annexées par l'URSS, résultant en l'établissement des trois États baltes en tant que républiques unies et en la création d'une nouvelle république unie, la Moldavie.

Parallèlement à cette division territoriale de l'Union soviétique, il existait une classification bureaucratique des citoyens individuels. Pendant les années 1920, les ethnographes soviétiques de la Commission pour l'étude de la composition tribale de la population (*Komissiiia po izucheniiu plemennogo sostava naceleniia* ou KIPS en russe) identifièrent près de deux cents «nations» (*narodnosti*) sur le territoire de l'URSS. Les recensements démographiques des années 1920, dont le plus notable était le premier recensement général en 1926, entreprirent de classer tous les citoyens soviétiques selon leur nationalité. Dans la plupart des cas, ces premiers recensements dénombraient les individus selon la nationalité qu'ils déclaraient eux-

mêmes – bien qu’avec «l’aide» des recenseurs qui leur expliquaient la signification exacte des diverses catégories –, mais, dès les années 1930, l’étendue de l’autodéfinition apparut limitée : selon un décret de 1938, la nationalité enregistrée sur le passeport d’un individu devait être la même que celle de ses parents. La nationalité était devenue, selon les termes de R. Brubaker, «*un statut obligatoire et assigné*» (6).

Dans le cadre de la division territoriale et administrative de l’URSS, près de trente des «nations» identifiées par les ethnographes soviétiques reçurent leurs «propres» territoires nationaux ou «patries» (par exemple, des républiques unies, des républiques ou des régions autonomes), qui correspondaient plus ou moins aux lieux de concentration des membres de chaque nationalité : au moment de la chute de l’Union soviétique, en 1991, le nombre des patries nationales s’était élevé à cinquante-trois. Cependant, en dépit de l’existence d’un territoire national ou d’une patrie, de nombreuses nationalités étaient éparpillées dans l’URSS et la plupart des patries étaient investies par plusieurs nationalités. Dans sa propre patrie, la nationalité désignée bénéficiait tout de même de statut privilégié de «nation titulaire» (par exemple, les Ukrainiens étaient la «nation titulaire» de l’Ukraine, les Biélorusses en Biélorussie et les Géorgiens en Géorgie), en comparaison avec les nations non titulaires ou «minorités». L’exemple de l’Ouzbékistan montre que la langue constituait désormais le marqueur principal de l’identité nationale.

Suite à l’établissement de l’URSS en 1922, les dirigeants communistes lancèrent une politique connue sous le nom de *korenizatsiia* (indigénisation), qui consolida encore les identités nationales, toujours considérées comme temporaires, à l’intérieur de l’URSS. Cette politique visait à deux résultats. Premièrement, le parti communiste devait élever des membres des nationalités titulaires au sommet de l’État et des organes du Parti dans chaque république : on espérait que, ainsi, le Parti serait perçu comme moins distant du point de vue des nationalités non russes. En second lieu, l’objectif était d’«*éduquer*» les paysans non russes illettrés ou semi-illettrés dans leur propre langue, afin de les intégrer davantage dans la société soviétique : on procéda donc à la publication de livres et de journaux dans les langues locales, ainsi qu’à une campagne massive d’alphabétisation. Entre 1923 et 1933, le nombre de journaux en ukrainien grimpa de 28 à 1 721 et leur lectorat augmenta de 14 373 à 661 495 à la même époque (7). En ce qui concerne les taux d’alphabétisation, l’augmentation de la population sachant lire en URSS était sans précédent : par exemple, dans les républiques d’Asie centrale du Kirghizstan, de l’Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan,

(6) Rogers BRUBAKER, *Nationalism Reframed : Nationhood and the National Question in the New Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, p. 18.

(7) George LIBER, *Soviet Nationality Policy, Urban Growth, and Identity Change in the Ukrainian SSR 1923-1934*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992, p. 60.

selon les chiffres du recensement, les taux d'alphabétisation passèrent d'un maigre 10 % de la population en 1926 à environ 70 % en 1939 (8).

Ces politiques servirent clairement à nourrir un sentiment d'appartenance parmi de nombreux citoyens soviétiques. Comme le fait observer George Liber à propos de l'Ukraine, «*l'augmentation de l'alphabétisation en Ukraine et la révolution de l'imprimerie en ukrainien aidèrent ces lecteurs à se faire une idée abstraite d'eux-mêmes en tant que membres d'une nation ukrainienne unie, contenant 23 millions d'hommes et de femmes. [...] Ce groupe de lecteurs répara alors la fracture entre les mondes ruraux et urbains de la nation, en établissant un concept pan-ukrainien d'une communauté parlant l'ukrainien*» (9). La construction d'une identité nationale correspond ici au concept d'Anderson de la nation en tant que «*communauté imaginée*» créée autour d'une langue écrite récemment standardisée (10).

En même temps, une pléthore d'institutions culturelles nationales était mise en place dans les nouveaux territoires nationaux, afin de représenter les intérêts culturels de la nationalité titulaire de ce territoire. Chaque nation était également dotée de sa propre histoire, avec ses propres héros nationaux et même sa propre «*mythologie nationale*». Ainsi, en Géorgie, le roi David le Bâtitteur (qui régna de 1089 à 1125) était considéré comme une figure «*progressive*», qui réunit les factions féodales en conflit dans la Géorgie du XI^e siècle et fut donc dépeint sous un éclairage favorable. Des pièces, des films, des romans et des drames historiques géorgiens furent produits à la gloire de héros nationaux tels que le roi David, la reine Ramar et Vakh-tang Gorgasali (11).

Ainsi, la construction de nations en URSS dans les premières années du régime soviétique était largement une tentative «*venant d'en haut*», sponsorisée par l'État, d'établir ou de rétablir une identité nationale. Première étape, des «*frontières nationales*» furent tracées, afin que la «*nation*» puisse être perçue comme une entité au territoire délimité. Deuxième étape, la nationalité devint une catégorie de classification bureaucratique pour chaque individu : elle était indiquée sur le passeport de chaque citoyen soviétique et devint un élément intrinsèque de l'«*identité officielle*» de chacun. Troisième étape, une «*langue nationale*» officielle fut établie – ou bien, dans le cas de certaines républiques d'Asie centrale, sélectionnée – et la campagne d'alphabétisation s'assura que la majorité de la population locale puisse lire et écrire la langue et la considérer comme «*la sienne*». Finalement, une nouvelle «*culture nationale*» et une «*historiographie nationale*» furent créées, comportant mythes et légendes, héros et méchants.

(8) Rossiiskaia Akademiia NAUK, *Vsiesoiuznaia Pieriepic' Nacieliennia 1939 Goda : Sbornik statiei*, Institut rossiiskoi istorii RAN, Moscou, 1992.

(9) George LIBER, *op. cit.*, p. 111.

(10) Benedict ANDERSON, *op. cit.*

(11) Ronald Grigor SUNY, *The Making of the Georgian Nation*, I.B. Taurus, Londres, 1989, p. 283.

Donc, la nationalité était principalement comprise en termes de territoire et de langue, ainsi qu'en tant que catégorie bureaucratique autour de laquelle la nation était «*imaginée*». En conséquence, alors que des symboles secondaires tels que des produits culturels et des contes d'un glorieux passé commencèrent à s'agglutiner autour du concept de «nation», les individus se mirent à s'identifier progressivement à leur nation et à croire qu'elle avait existé, plus ou moins inchangée, depuis des temps immémoriaux.

La nation et l'Etat soviétique : l'émergence de contradictions

Selon la terminologie de R. Brubaker, l'émergence et la transformation des nations en Union soviétique paraîtraient avoir été largement un exemple de construction de nation «encadrée par l'Etat», à l'instigation de l'Etat soviétique. Cependant, cela n'est qu'une des facettes de l'histoire. Premièrement, il existait un autre élément, contradictoire, de la construction de nation sponsorisé par les *soviets* : la tentative de construire une identité «soviétique» supranationale, qui transcenderait toutes les limites des nationalités. En second lieu, en partie en réaction à cette tentative ou plutôt à son échec, dans certaines républiques, les nationalismes devinrent progressivement des nationalismes «contre l'Etat».

Au début des années 1930, Joseph Staline renversa la politique de *korenizatsiia* et traita de nationalistes ceux qui l'avaient adoptée avec trop d'enthousiasme. Ce revirement de climat devint particulièrement manifeste pendant ce qui allait être la période la plus sombre de l'histoire soviétique : la Grande Terreur de 1936-1938. Un grand nombre d'intellectuels et de dirigeants des républiques furent arrêtés, emmenés dans des camps de détention et fusillés pour le crime de «déviationnisme national». Dans plusieurs républiques, l'*intelligentsia* et l'élite du Parti communiste locales furent presque entièrement purgées.

Dans les années qui suivirent la Grande Terreur, toute l'autorité en URSS était concentrée au centre. Les républiques unies avaient perdu toute autonomie *de facto*. Même si elles jouissaient encore *de jure* du droit théorique à la sécession, il était très clair qu'un tel droit n'existait pas en réalité. En même temps, la culture et le nationalisme russes étaient activement soutenus, surtout dans les dernières années de pouvoir de Staline. De plus en plus, les récits historiques officiels des républiques unies devaient souligner que leur assimilation antérieure dans l'Empire russe (tsariste) avait été un «*progrès*» par rapport au passé féodal et arriéré de la région. Après la mort de Staline, le «Grand chauvinisme russe» perdit de son emphase et Khrouchtchev, pour le remplacer, élaborait la théorie du «rapprochement» (*sblizhenie*) des nationalités, qui culminerait finalement dans leur fusion (*sliianie*) et dans l'émergence d'un «peuple soviétique» entièrement neuf et réellement socialiste. En dépit de cette rhétorique, la nationalité restait la

catégorie première de l'autodéfinition comme de la catégorisation officielle d'une part et de la division territoriale d'autre part.

La grande importance que la nationalité continuait de revêtir en URSS fut reconnue par le successeur de Khrouchtchev au poste de Premier secrétaire du Parti communiste, Leonid Brejnev. Brejnev était opposé à ce qu'on accélérât artificiellement le rythme de l'intégration nationale, soutenant que «*l'unité sociale et politique du peuple soviétique n'implique en aucune façon la disparition des distinctions nationales*» (12). Et il ne fit donc que peu d'efforts pour l'intégration nationale, se contentant d'une sorte de politique de laissez-faire envers la direction des républiques de l'URSS. Selon Zvi Gitelman, «*pendant les dix-huit années de la période Brejnev [...] les dirigeants des républiques, particulièrement en Asie centrale, eurent une latitude considérable dans la gestion des affaires républicaines, apparemment en échange de leur assentiment à la politique nationale formulée par le gouvernement slave à Moscou*» (13). Cela signifie que, en substance, les républiques pouvaient agir plus ou moins à leur gré, pourvu qu'elles ne contestent pas le droit de Moscou à diriger.

C'est dans ce contexte de cynisme grandissant envers l'idée d'un «peuple soviétique» et envers l'idéologie communiste elle-même que les dissidents nationalistes commencèrent à remettre en cause la rhétorique officielle sur le rôle des nations dans l'URSS. Progressivement, des «nationalismes contre l'État» virent le jour dans certaines républiques unies. Pour la plupart, ces républiques avaient déjà connu une phase de nationalisme «contre l'État» entre la moitié et la fin du XIX^e siècle, quand un groupe d'intellectuels majoritairement laïques avaient fait campagne pour raviver les langues et les cultures de leurs «nations» contre ce qui était perçu comme la russification de l'empire tsariste (14). Ainsi, la dissension nationaliste était plus ou moins confinée aux républiques de Lettonie, de Lituanie, d'Estonie, de Géorgie, d'Arménie, d'Ukraine et de Moldavie, lieux de cette précédente vague de nationalisme. Dans ces sept républiques, les groupes nationalistes constituèrent l'opposition principale au régime communiste, alors que la politique de *perestroïka* de Mikhaïl Gorbatchev permettait la libération des dissidents, ainsi qu'un libéralisme et une liberté de réunion accrus : ces groupes parvinrent très bien à mobiliser leurs populations et, de 1988 à 1991, firent descendre dans les rues des milliers de manifestants pour réclamer une plus grande souveraineté et (par la suite) l'indépendance de leurs républiques. En revanche, en Asie centrale et en Biélorussie, où ces groupes

(12) *Izvestiia*, 5 octobre 1977, traduit par E. BAGRAMOV, «A factual survey of the Soviet nationalities policy», *Reprints from the Soviet Press*, vol. XXVII, n° 5, 15 sept. 1978, p. 267.

(13) Zvi GITELMAN, «Nations, Republics and Commonwealth», in Stephen WHITE / Alex PRAVDA / Zvi GITELMAN (dir.), *Developments in Soviet and Post-Soviet Politics*, Macmillan, Basingtoke, 1992 (2^e éd.), p. 138.

(14) Ainsi, Il'ya Chaevchavadze (1837-1907) et Taras Shevchenko (1814-1861) furent les fers de lance d'un mouvement de revitalisation des cultures géorgiennes et ukrainiennes. Ils sont encore souvent considérés comme les «pères fondateurs» de leurs nations respectives.

nationalistes étaient absents ou faibles, la domination continue de l'élite en place du Parti communiste fut peu contestée.

Après les premières élections partiellement libres des *soviets* suprêmes dans chaque république en 1990, les groupes d'opposition nationaliste prirent le contrôle des corps législatifs en Lettonie, en Lituanie, en Estonie, en Moldavie, en Géorgie et en Arménie et acquirent également une présence importante à la Rada suprême en Ukraine. Cependant, la montée du nationalisme dans les républiques unies provoqua un contre-mouvement nationaliste dans des territoires nationaux d'ordre secondaire, c'est-à-dire les républiques et les régions autonomes. Cela était une des conséquences inévitables de l'organisation territoriale et administrative de l'URSS. Les territoires d'ordre secondaires avaient également leurs propres institutions, leurs propres symboles officiellement sanctionnés et, le plus important, leur propre parti, ainsi que leurs élites d'Etat. Ces élites virent la chute du pouvoir centralisé à Moscou et le progrès vers la démocratisation avec une angoisse grandissante, car l'indépendance des républiques unies menaçait de les priver de leur position d'hégémonie dans les territoires sous leur contrôle. Ainsi, dans les républiques et les régions autonomes, ces élites initièrent une vague de contre-mobilisation. Et dans la république autonome d'Abkhazie (Géorgie) et dans les régions autonomes d'Ossétie du sud (Géorgie) et de Nagorno-Karabakh (Azerbaïdjan), les conflits entre les élites politiques (et criminelles) des républiques unies, d'un côté, et ceux des territoires de second ordre, de l'autre, aboutirent finalement à la guerre civile et au nettoyage ethnique.

Il convient de souligner ici que le nationalisme minoritaire des Abkhaz, des Ossètes et des Arméniens du Karabakh devrait être considéré comme une illustration d'un nationalisme «encadré par l'Etat» : non seulement le parti et le gouvernement des unités de second ordre utilisaient le nationalisme comme une ressource afin de préserver leurs propres bases de pouvoir, mais, très souvent, ces élites de second ordre ont demandé à Moscou, la capitale du super-Etat, de les défendre (15). Il est important de faire observer que, à l'exception de la Transnistrie en Moldavie, toutes les guerres civiles en ex-Union soviétique au nom de l'«indépendance» ou de l'«autonomie» eurent lieu entre les unités territoriales-administratives de premier et de second ordre et leurs élites. Dans les républiques de Lettonie et de Lituanie, qui n'avaient pas d'unités territoriales de second ordre mais des minorités russes importantes, la mobilisation des minorités (russes) se limita à quelques manifestations assez paisibles.

Nous pouvons identifier quatre vagues de nationalisme en URSS. La première vague, qui peut être caractérisée comme un nationalisme «contre

(15) Et cela n'a pas été en vain : le soutien tacite de Moscou se révéla crucial dans la victoire des Abkhaz dans leur guerre contre la Géorgie pour le contrôle de l'Abkhazie et il influença aussi probablement le résultat de la guerre du Nagorno-Karabakh.

l'Etat», eut lieu dans la seconde moitié du XIX^e siècle dans les Républiques baltes, la Géorgie, l'Arménie et l'Ukraine, où l'*intelligentsia* nationale chercha à éveiller – ou, comme ils le disaient, «réveiller» – le sentiment national et la fierté de la langue vernaculaire. La deuxième vague, survenue environ dix ans après l'établissement de l'URSS, se distingua par la délimitation de territoires nationaux de premier et de second ordre, ainsi que la mise en place de cultures nationales à travers la politique de la *korenizatsiia*; menée par l'Etat central, cette vague est un exemple de nationalisme «encadré par l'Etat». La troisième vague de nationalisme, qui coïncida avec la deuxième vague mais n'atteignit son apogée qu'à la période Khrouchtchev, était totalement différente du nationalisme «encadré par l'Etat» en ce qu'elle visait à créer une «nation» entièrement neuve, c'est-à-dire le «peuple soviétique»; cependant, au moins partiellement à cause de l'institutionnalisation des catégories nationales dans le système bureaucratique soviétique, ce modèle de nationalisme ne réussit pas à s'ancrer. Finalement, la quatrième vague de nationalisme peut être envisagée comme une vague bi-directionnelle, puisqu'un mouvement de nationalisme «contre l'Etat» dans les républiques plus «orientées vers la nationalité» s'opposa à un contre-mouvement de nationalisme «encadré par l'Etat» dans les unités territoriales d'ordre moindre.

La citoyenneté en URSS

La citoyenneté signifie plus que la simple possession d'un passeport de son pays de résidence; elle signifie l'appartenance à une communauté fondée sur une participation significative aux affaires publiques. Le postulat selon lequel chaque individu a des droits et des devoirs envers l'Etat est intrinsèque à la notion de citoyenneté: comme David Held l'a affirmé, la citoyenneté n'implique pas seulement les droits formels des citoyens, mais aussi leurs droits substantifs (16). La relation précise entre l'Etat et les citoyens peut varier d'un Etat à l'autre, mais, dans tous les cas, elle est fondée sur l'idée que l'Etat représente d'une façon ou d'une autre les intérêts de ses citoyens et leur accorde la capacité d'exercer leurs droits de manière concrète.

La distinction de L. Greenfeld entre la nation conçue comme une communauté d'individus et la nation conçue comme un individu collectif est plutôt une distinction entre des modes de citoyenneté qu'entre des modes de nationalisme. Les nationalismes varient selon les symboles, les mythes et les discours. Selon Greenfeld, dans les nations collectivistes, la communauté nationale est perçue «comme un individu à part entière (réification de la communauté), moralement supérieur aux individus humains, qui plus est,

(16) David HELD, «Between State and civil society: citizenship», in Geoff ANDREWS (dir.), *Citizenship*, Lawrence and Wishart, Londres, 1991, p. 21.

avec sa propre volonté, son propre intérêt et objectif, qui sont prioritaires et indépendants des souhaits et des aspirations de ses membres humains (17).

En Union soviétique, la citoyenneté correspondait fortement à celle de la nation collectiviste décrite par L. Greenfeld. En effet, il revenait au Parti communiste de «*déchiffrer et d'interpréter*» la «*volonté, les intérêts et l'objectif de la nation*» aux citoyens. L'élite politique était donc perçue comme distante et isolée des citoyens, dotée de droits particuliers d'interprétation et même de création de la réalité politique. L'autorité de l'Etat était fondée sur l'exercice arbitraire du pouvoir par les dirigeants sur les dirigés. Le concept de «*dictature du prolétariat*», tel que Staline le formulait, était le «*règne, sans restriction juridique et fondé sur la force, du prolétariat sur la bourgeoisie*» (18). Alors que le principe de répression arbitraire connut son apogée pendant les purges de la fin des années 1930 et s'étiola par la suite, il devint plus important pendant la période soviétique d'atteindre les objectifs que de respecter l'Etat de droit. Même si la Constitution soviétique était relativement libérale sur le papier et qu'elle comprenait des droits individuels poussés (par exemple, la liberté de conscience, le droit de professer et de pratiquer une religion, le droit à la vie privée, la liberté de travail scientifique, technique et artistique), ces droits ne furent pas observés dans la pratique.

Ainsi, la relation entre l'Etat et ses citoyens fut marquée par l'absence de participation de ces derniers aux affaires publiques et par la subordination quasi totale de ceux-là à ceux-ci dans la sphère politique. Le citoyen renonçait à toutes ses prétentions à l'autonomie dans les affaires publiques, mais, en contrepartie, l'Etat devait subvenir à tous ses besoins matériels, comme l'éducation, la sécurité sociale, un salaire régulier et même un logement prépayé. Cela donna naissance aux mythes parallèles de l'omnipotence de l'Etat, d'une part, et de la futilité de l'initiative individuelle, d'autre part.

L'IDENTITÉ NATIONALE ET LES MINORITÉS
DANS LES ETATS NOUVELLEMENT INDÉPENDANTS :
LE CAS DE LA GÉORGIE

Le traitement des minorités nationales dans les Etats succédant à l'URSS fut déterminé à la fois par l'héritage de soixante-dix ans de régime soviétique et par les événements turbulents qui entourèrent sa chute, ainsi que les conflits et le déclin économique qui suivit. Ainsi, l'héritage soviétique et les facteurs contingents à l'écroulement de l'ancien «*super-Etat*» eurent un

(17) Liah GREENFELD, «*Is nation unavoidable? Is nation unavoidable today?*», in KRIESI / ARMINGEON / SEGRIST / WIMMER (dir.), *Nationalism and National Identity*, 1999, p. 50.

(18) Ken JOWITT, *New World Disorder: The Leninist Extinction*, University of California Press, Berkeley / Los Angeles, 1992, p. 66.

impact sur le traitement des minorités nationales en Géorgie dans les années suivant la déclaration de l'indépendance du pays en 1991.

Composition nationale de la Géorgie (1989 et 2002)

	1989		2002	
	Pop. en milliers	% de la pop. totale	Pop. en milliers	% de la pop. totale
Total	5,443	100,0	4,372	100,0
Dont :				
Géorgiens	3,787	70,1	3,661	83,8
Arméniens	437	8,1	249	5,7
Russes	341	6,3	68	1,5
Azéris	307	5,7	285	6,5
Ossètes	164	3,0	38	0,9
Abkhaz	95	1,8	4	0,1
Grecs	100	1,9	15	0,3
Autres	212	3,1	52	1,2

Source : Recensements de la population de 1989 et 2002. Le questionnaire de 2002 n'inclut ni l'Abkhazie, ni les Kodori Gorge, ni les parties de l'ancien *oblast* autonome de l'Ossétie du sud hors du contrôle du gouvernement géorgien.

Le tableau ci-dessus montre la composition nationale de la population de la Géorgie en 1989 et en 2002. Comme on peut le constater, les années suivant l'indépendance virent l'émigration de nombreux membres de minorités nationales, plus particulièrement des Russes vers leur Etat. Les deux plus grandes minorités nationales vivant en Géorgie aujourd'hui sont les Azéris et les Arméniens, près des frontières de leur Etat respectif, dans les provinces méridionales de Kvemo Kartli et de Samtskhe-Javakheti. Dans la province de Kvemo Kartli, les Azéris forment la majorité absolue dans les *rayons* (quartiers) de Marneuli, Bolnisi et de Dmanisi, tandis que les Arméniens forment plus de 90 % de la population dans les deux *rayons* d'Akhalkalaki et de Ninotsminda (connues ensemble sous le nom de Javakheti). Aujourd'hui, l'ethnie des Abkhaz domine dans la république autonome d'Abkhazie (19), comme les Ossètes dans une grande partie de l'ancienne région autonome d'Ossétie du sud. Cependant, depuis les guerres du début des années 1990, ces territoires ne sont plus contrôlés par la Géorgie.

(19) Cela résulte de l'expulsion forcée de la plupart des Géorgiens du territoire d'Abkhazie pendant la guerre en 1992-93. Selon les chiffres du recensement, en 1989, les Abkhaz formaient 17,8 % de la population en Abkhazie, alors que les Géorgiens en constituaient 45,7 %.

Citoyen et nation

La bureaucratisation de la nationalité pendant la période soviétique, ainsi que sa conceptualisation en termes symboliques, ont laissé une empreinte sur le développement futur du nationalisme et des relations avec les minorités qu'il est difficile de sous-estimer.

Comme il a été dit plus haut, dans la structure ethno-territoriale de l'URSS, la territorialité et la nationalité individuelle étaient plus ou moins indépendantes l'une de l'autre : un lien existait entre le groupe national et «son» territoire, mais pas entre l'individu et le territoire – ainsi, la nationalité inscrite sur le passeport d'un individu ne dépendait pas de la république où il vivait, mais de son ascendance, et coïncidait presque invariablement avec sa langue maternelle. A cause de l'objectif final de création d'un «peuple soviétique», il n'y avait eu aucune tentative de créer une identité civique liée au territoire national où vivait le citoyen.

Les conséquences en sont très visibles aujourd'hui. Ainsi, la nationalité d'un Arménien vivant en Géorgie est catégorisée, dans la Géorgie, à la fois officiellement et dans le langage courant, comme *somekhi* (Arménien), avec le même terme qu'on emploierait pour un Arménien d'Arménie, en dépit du fait que les ancêtres du premier ont peut-être vécu sur le territoire de ce qui est à présent la Géorgie pendant près de deux siècles. Etant donné le fait que le terme de *kartveli* (Géorgien) est un terme ethnique désignant la nationalité d'un individu, très peu de membres de minorités nationales l'utiliseraient pour se décrire; ainsi, le terme «Géorgien» dénote l'appartenance à une communauté ethnique de Géorgiens et non l'appartenance à une communauté civique formée de ceux qui sont nés et ont grandi sur le territoire de la Géorgie. Cela contraste fortement avec la catégorisation ethnique en Europe occidentale : un individu né en Angleterre, en France ou en Italie se dira probablement Anglais, Français ou Italien, même si ses grands-parents ou même ses parents appartenaient à une autre nationalité.

L'idée d'une «nationalité titulaire» renforça l'idée selon laquelle chaque territoire national de l'URSS était une «patrie» pour une seule nationalité. En Géorgie, comme dans beaucoup d'autres républiques, on voit depuis le début des années 1980 une tendance croissante à considérer les non-Géorgiens comme des «hôtes» qui ne pourraient jamais devenir des citoyens à part entière dans la Géorgie nouvellement indépendante. Le principal dissident de l'ère soviétique, Zviad Gamsakhurdia, qui devint Président de la Géorgie en mai 1991, se fit le champion de ce discours : il dirigeait fréquemment sa rhétorique contre les «*minorités ingrates*», qu'il voyait comme un obstacle à la création d'un Etat géorgien indépendant. Ce message fut renforcé par une *intelligentsia* officielle qui trouva relativement facile de passer d'une argumentation nationaliste-communiste à un nationalisme sans mélange. Les historiographies soviétiques officielles, qui, en Géorgie,

avaient un fort penchant national même pendant la période soviétique, furent développées afin de prouver que les non-Géorgiens n'étaient pas des indigènes et, donc, d'une certaine manière, étaient des «citoyens mineurs». L'exemple le plus frappant de cette tendance est l'œuvre de l'historien géorgien Mariam Lortkipanidze : cette dernière soutenait que les Géorgiens et non les Abkhaziens forment la population autochtone de l'Abkhazie (20); afin d'appuyer son argument, elle affirmait que les Apsilae et les Abasgoi, cités par les auteurs classiques du I^{er} et du II^e siècle après J.-C. comme les habitants de la zone qu'est aujourd'hui l'Abkhazie, n'étaient pas les ancêtres des Abkhaz modernes, mais des Kartveliens (Géorgiens).

Il est intéressant de noter que la langue a joué un rôle de premier plan dans la justification de ces arguments d'indigénéité, ce qui reflète la place centrale donnée à la langue maternelle en tant que marqueur de l'identité nationale. Même pendant la période soviétique, le géorgien a occupé le centre de la scène. Les œuvres sur la littérature et la philologie géorgiennes avaient proliféré, mais, en même temps, la peur que les autorités russes tentent de supplanter progressivement le géorgien pour le russe était bien présente.

Cela peut être rapproché d'un autre trait majeur du nationalisme géorgien, ainsi que d'autres nationalismes «contre l'Etat»: le sentiment d'avoir été victime d'une occupation. Le discours national géorgien est souvent imprégné du champ lexical de la victimisation. Ainsi, selon ce discours, la petite et vulnérable Géorgie a toujours été la victime d'occupations de ses voisins musulmans et, plus récemment, de la Russie, et ces puissances ont toujours essayé de détruire la nation et la culture géorgiennes. Dans les années suivant l'indépendance, toujours selon cet argument, la Russie n'a jamais accepté l'indépendance géorgienne et comploté sans cesse pour saper l'Etat géorgien. Dans ce contexte, les minorités nationales sont souvent considérées comme des «cinquièmes colonnes», dont la loyauté envers l'Etat géorgien est douteuse et qui peuvent trop facilement s'allier à «l'occupant».

Le discours nationaliste qui émergea en Géorgie quand le pays acquit son indépendance fut donc très «teinté» de symboles faisant allusion au passé glorieux et au destin historique des Géorgiens en tant que groupe ethnique. Comme l'explique Ghia Nodia, «*les références à l'histoire médiévale et aux liens du sang, et non aux notions de citoyenneté, ont complètement dominé le programme nationaliste en Géorgie*» (21). En plus de l'importance accordée à l'histoire médiévale, la religion géorgienne orthodoxe fut mise en avant, en tant que caractéristique essentielle de l'appartenance à la nation géorgienne. Ces propos étaient – en partie – une continuation du discours natio-

(20) Mariam LORTKIPANIDZE, *Abkhazy i Abkhaziia*, Ganatleba, Tbilissi, 1990.

(21) Ghia NODIA, «Nationalism and the crisis of liberalism», in Richard CAPLAN / John FEFFER (dir.), *Europe's New Nationalism: States and Minorities in Conflict*, Oxford University Press, New York, 1996, p. 110.

nal pendant la période soviétique, où les héros médiévaux de la nationalité titulaire étaient déjà vénérés, tout en s'inspirant aussi d'un nouveau discours dirigé vers l'objectif de l'indépendance nationale. Il est clair qu'ils ont nuï aux perspectives d'un traitement harmonieux des minorités dans la vie publique géorgienne.

Etat et citoyenneté

Etant donné l'héritage soviétique, il n'est pas surprenant que la notion d'une «identité partagée en tant que citoyens» ait échoué à s'enraciner dans la Géorgie nouvellement indépendante. Cela est dû entre autres au fait qu'aucune notion d'identité civique fondée sur le territoire national – plutôt que la nationalité – n'a pu se développer pendant la période soviétique et que le développement de la citoyenneté «partagée» ou «non ethnique» s'en est trouvé empêché. Soulignons aussi que le concept de citoyenneté lui-même était faible, à cause de la profonde fracture entre domaine officiel et domaine public et de l'absence de toute vision du citoyen en tant qu'acteur politique : les citoyens se percevaient trop souvent comme des «victimes de forces extérieures» et tendaient à voir le monde en termes de conflits binaires entre «le bien et le mal», «le sauveur et le traître» ou encore «eux et nous», au-delà de leur propre contrôle. L'adoration quasi fanatique que de nombreux Géorgiens manifestaient à leur premier Président, Zviad Gamsakhurdia, illustre parfaitement cette division du monde en catégories binaires : Gamsakhurdia était considéré comme un «sauveur» qui mènerait le peuple élu de Dieu – les Géorgiens ethniques – à la terre promise, malgré l'opposition des «traîtres» et des «mal-agissants», qui, entre les griffes des occupants – les Russes –, étaient bien déterminés à étouffer la renaissance de la grande nation géorgienne. Il n'est pas difficile d'imaginer la place des minorités nationales dans ce schéma.

Cependant, l'héritage soviétique n'est pas tout. Le chaos qui a suivi la chute de l'Union soviétique a également conditionné le traitement des minorités nationales dans la Géorgie fraîchement indépendante. L'Etat géorgien, comme d'autres Etats issus de l'URSS, s'avéra incapable d'assurer ses fonctions minimales. Premièrement, le banditisme et les seigneurs de guerre du début des années 1990 sapèrent l'autorité de l'Etat pour ce qui est du monopole sur le recours à la force et allèrent jusqu'à provoquer la sécession de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie. Deuxièmement, le système judiciaire et les agences économiques du gouvernement arrangèrent les «règles du jeu», afin qu'elles servent les intérêts privés des membres de l'élite politique et économique. Enfin, l'Etat ne fournit pas de services publics à ses citoyens. Bien que les guerres civiles du début des années 1990 aient le plus mis à mal le monopole de l'Etat géorgien sur le recours à la force, la corruption en place et la «capture de l'Etat» qui caractérisèrent le mandat présidentiel d'Edouard Chevardnadze, de 1995 à 2003, firent res-

sembler la bureaucratie géorgienne davantage à un cartel du crime organisé qu'à un instrument impartial de l'Etat. Ces déficiences de l'Etat sapèrent, à leur tour, la qualité de la citoyenneté en Géorgie et diminuèrent les chances d'une intégration réussie des membres des minorités nationales dans la vie publique.

Cette faible capacité étatique pendant les années 1990 et le début des années 2000 affecta tous les citoyens de la Géorgie, en particulier les membres des minorités nationales, qu'elle toucha de manière disproportionnée. La sécession *de facto* de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie ne fit qu'ajouter aux suspicions de la majorité géorgienne, selon lesquelles les minorités étaient «déloyales» et se détacheraient de la Géorgie à la première opportunité, si on les laissait faire. Deuxièmement, bien que la corruption omniprésente et des déficits budgétaires permanents aient empêché le déploiement des services publics et l'administration de la justice dans toutes les parties de la Géorgie pendant la décennie 1990 et au début des années 2000, particulièrement dans les régions montagneuses plus isolées, les membres des minorités nationales partageaient le sentiment d'être délibérément négligés à cause de leur nationalité – ceci était surtout vrai des Arméniens habitant dans les régions montagneuses d'Akhalkalaki et de Ninotsminda. Enfin, après l'indépendance de la Géorgie, du fait de la médiocrité des infrastructures et du manque de moyens de communication efficace entre les minorités nationales et la majorité géorgienne, il était quasi impossible à de nombreux membres de minorités nationales d'être informés des événements de leur pays et, encore plus, de participer à la vie publique en tant que citoyens. La plupart des membres des minorités nationales en Géorgie sont incapables de parler le géorgien, surtout dans des régions comme le Javakheti et le Kvemo Kartli, où la plupart vivent dans des communautés mono-ethniques et n'ont donc que peu de contacts avec les Géorgiens.

De manière générale, on peut dire que le concept de citoyenneté était presque une coquille vide dans la Géorgie nouvellement indépendante pour tous ceux qui vivaient sur son sol, pas seulement pour les minorités nationales. L'Etat était coupé de la société et n'arrivait pas à pourvoir aux services publics, les élites de l'Etat cherchaient leurs propres intérêts plutôt que ceux des citoyens. La conception étroite de la citoyenneté qui prévalait pendant la période soviétique et qui excluait toute influence significative sur les affaires de l'Etat s'était encore rétrécie : après l'indépendance, même les Géorgiens ethniques n'étaient rien de plus que des «demi-citoyens» dans leur propre pays. Quant aux membres des minorités nationales, ils étaient à peine des citoyens. Même si une loi sur la citoyenneté, approuvée en 1993, accordait automatiquement la citoyenneté à tous les résidents du territoire du pays – le «principe zéro» –, la citoyenneté ne signifiait que peu de chose. Depuis la prise d'indépendance en 1991, le «vide d'information» cité plus haut, dans lequel s'est retrouvée la plupart des communautés non géorgien-

nes, a cristallisé le problème de négligence de l'Etat dont toutes les communautés rurales ont souffert. Cela a sapé toutes les tentatives de création d'une communauté civique. Il est difficile d'identifier un quelconque bienfait de la citoyenneté géorgienne qui ait échue aux membres des minorités nationales ne parlant pas la langue officielle.

Si nous revenons à notre classification, esquissée plus haut, sur les trois modes de traitement des minorités par l'Etat, nous pouvons conclure que, dans les premières années suivant l'indépendance, le mode dominant en Géorgie a été celui de l'exclusion, puisque les membres des minorités nationales ont été exclus de la citoyenneté, du moins *de facto*. Il faut préciser ici cependant que l'ensemble des membres de la société qui n'appartenaient pas à l'élite politique était aussi, au moins partiellement, exclu des bienfaits de la citoyenneté. Le fait que l'exclusion des minorités nationales a été sans commune mesure avec celle des Géorgiens peut être attribuée à des facteurs fortement conditionnés par l'héritage soviétique identifié plus haut, plus particulièrement la bureaucratisation de la nationalité, le statut privilégié *de facto* dont jouissait la nationalité titulaire, le discours d'«indigénité» et de «patrie» et le rôle crucial de la langue en tant que symbole de l'identité nationale.

Le président Saakashvili et la politique d'intégration nationale

Depuis la Révolution des roses de novembre 2003, lors de laquelle les dirigeants de l'opposition prirent le pouvoir suite à des manifestations en masse contre des élections parlementaires truquées, le nouveau gouvernement du président Mikhaïl Saakashvili a tenté de reconstruire la capacité de l'Etat et d'intégrer les minorités nationales en tant que citoyens à part entière. On souligna à nouveau l'importance du «nationalisme civique», fondé sur la notion que tous les citoyens, sans distinction de nationalité, ont le droit de participer pleinement à la vie publique.

Avec le nouveau gouvernement, plusieurs mesures ont été prises pour favoriser l'intégration des minorités nationales : suivre davantage l'enseignement du géorgien dans les écoles à fort taux d'élèves issus de minorités nationales, souvent avec l'aide de donateurs internationaux tels que l'OSCE; des promesses d'améliorations des infrastructures de base dans les zones peuplées par des minorités nationales, y compris une promesse de réparation des routes reliant Akhalkalaki et Ninotsminda aux autres villes géorgiennes; l'ouverture d'une école d'administration publique, baptisée du nom de feu le Premier ministre Zurab Zhvania, visant à recruter des membres de minorités nationales à des postes de fonctionnaires; la mise en place de colonies de vacances «colonies patriotes», visant à rapprocher des jeunes d'origines ethniques différentes; la ratification de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales, entrée en vigueur en décembre 2005.

Cependant, à l'intérieur de cette nouvelle orientation politique, on observe certaines tendances assimilationnistes. Ainsi, le marqueur principal de cette nouvelle identité «civique» est la langue géorgienne, qui doit servir de base à l'intégration nationale; bien que cela puisse être considéré comme une démarche pratique, fondée sur la nécessité d'établir une *lingua franca* pour toutes les nationalités en Géorgie, à la place du russe qui a tenu ce rôle pendant la période soviétique, la langue n'en est pas moins chargée de symbolisme et elle est très fortement liée aux notions de nation et d'appartenance à une nation. De plus, après examen d'une partie du discours des dirigeants, il est difficile de ne pas conclure que les marqueurs culturels qui définiront la nouvelle Géorgie «citoyenne» appartiennent surtout aux Géorgiens.

Cette importance nouvelle donnée à la construction de la nation par «l'enseignement de la conscience nationale géorgienne» a inquiété certains représentants des minorités nationales, qui craignent l'assimilation culturelle. Ils ont objecté particulièrement à la nouvelle loi sur l'éducation générale, ratifiée en 2005, selon laquelle la langue et la littérature géorgienne, l'histoire et la géographie du pays ainsi que «d'autres sciences sociales» doivent être enseignées en géorgien dans le cadre du programme national, d'ici l'année scolaire 2010-2011 au plus tard : ils n'ont pas protesté seulement à cause de la brièveté du délai, que beaucoup trouvent irréaliste à cause du faible niveau en géorgien de nombreux membres de minorités nationales, mais aussi parce qu'ils craignent que le nouveau programme ne prive leurs enfants de l'opportunité d'apprendre la culture et l'histoire de leur propre peuple. Certes, d'après la loi, les écoles des minorités nationales auraient toujours le droit d'enseigner la langue de la minorité, son histoire et sa culture en tant que matières spécialisées, en dehors du programme national, mais la crainte demeure que l'objectif à long terme de ce nouveau gouvernement soit de faire des membres des nationalités des Géorgiens (22).

En dépit de la nouvelle importance accordée au «nationalisme civique» et des quinze années écoulées depuis l'indépendance du pays, les discours historiques qui mettent en avant les Géorgiens ethniques comme étant les seuls résidents d'origine et qui donnent la priorité aux symboles culturels géorgiens prédominent encore. En particulier, les querelles sur l'origine des premiers habitants de la Géorgie obscurcissent encore le débat sur la question de la langue : ainsi, des membres hauts placés du gouvernement et des parlementaires soutiennent souvent que, si l'abkhaze peut être reconnu comme seconde langue de l'État sur le territoire de l'Abkhazie, puisque c'est une langue autochtone qui n'est utilisée dans aucun des autres «États

(22) Sources : entretiens avec l'auteur; *24 Hours*, magazine d'actualité en ligne, n° 231, 6 avr. 2005; *Nouvelles internationales sur la guerre et la paix*, Caucasus Reporting Service, n° 282, 14 avr. 2005, sur le site Internet www.iwpr.net.

parents», en revanche, l'arménien, l'azéri et l'ossète, qui ne remplissent aucun de ces critères, ne peuvent obtenir un tel statut (23).

Si on en revient à notre typologie en trois parties des traitements des minorités nationales, la nouvelle politique semble refléter un passage du mode de l'exclusion à celui de l'assimilation : bien qu'il soit admis que les non-Géorgiens ont le droit à être des citoyens à part entière dans une nation ostensiblement «civique», les symboles qui définissent cette nation prospective restent orientés culturellement vers la «nationalité titulaire». Dans ce nouveau mode de pensée, on ne perçoit pas la trace d'une capacité de distinction entre les symboles et les concepts de la nation ethnique et ceux de la nouvelle nation civique putative. Il semble ne pas y avoir non plus d'appréciation du besoin d'établir une nouvelle identité, fondée sur des symboles moins orientés vers une appartenance ethnique.

* *

*

Le cas de la Géorgie montre que la «couleur» des nationalismes individuels, en terme de contenu symbolique du discours national, reste déterminée par les circonstances historiques dans lesquelles la «nation» a été conceptualisée et «imaginée». Dans les républiques de l'ex-Union soviétique, le contexte du développement du discours national était délimité par la structure territoriale et administrative de l'URSS, c'est-à-dire la division géographique du territoire en «patries» spécialement conçues, et par la classification parallèle des individus en catégories nationales préexistantes ou inventées. Dans ces républiques, qui avaient connu une période d'«éveil national» à la fin du XIX^e siècle, le nationalisme s'orienta «contre l'État» : des mythes historiques exaltant le lien inaltérable entre la nation et la patrie furent mis en avant et la rhétorique de l'injustice et de l'occupation dominait. La conceptualisation de la nation eut des conséquences directes sur le traitement des minorités nationales et compromit les perspectives d'une «citoyenneté partagée», selon laquelle tous les citoyens, sans distinction de nationalité, peuvent participer à la vie publique et s'identifier à des symboles, des valeurs et des normes partagés qui ne seraient pas «orientés» vers quelque groupe national.

La conséquence d'une citoyenneté faible est de compliquer les chances d'un traitement harmonieux des minorités nationales dans la vie civique. De manière générale, les pays qui établissent avec succès une version du «nationalisme civique» où les symboles nationaux ne sont pas culturellement biaisés donnent la priorité à la loyauté aux normes et aux institutions davantage qu'à la loyauté envers un groupe spécifique. Cependant, la

(23) Britta KORTH / Arnold STEPANIAN / Marina MUSHKHELISHVILI, «Language policy in Georgia with a focus on the education system», dissertation pour le CIMERA, avr. 2005, disponible sur le site Internet www.cimera.org/en/projects/Policy_paper_FINAL.doc.

citoyenneté était faible dans l'Union soviétique et la gouvernance était plus souvent effectuée par des ordres (*oukases*) que par l'adhérence à des institutions et des procédures fiables. Les institutions ont été encore plus affaiblies par l'écroulement du système soviétique et, dans de nombreuses ex-républiques soviétiques, les perspectives d'une citoyenneté substantielle ont été empêchées dans les années 1990 par le retrait presque total de l'Etat de la vie publique et par l'absence de services publics. Le manque d'une «identité partagée en tant que citoyens», quelle qu'elle soit, et l'absence d'institutions étatiques fiables rendent improbable la suprématie de la loyauté à la communauté civique sur les loyautés aux groupes ethniques dans un avenir proche.

